



ENQUÊTE FLASH Situation Politique

LES 29 ET 30 AOÛT 2024
1279 RÉPONDANTS



CONTACT PRESSE : Advocaciz

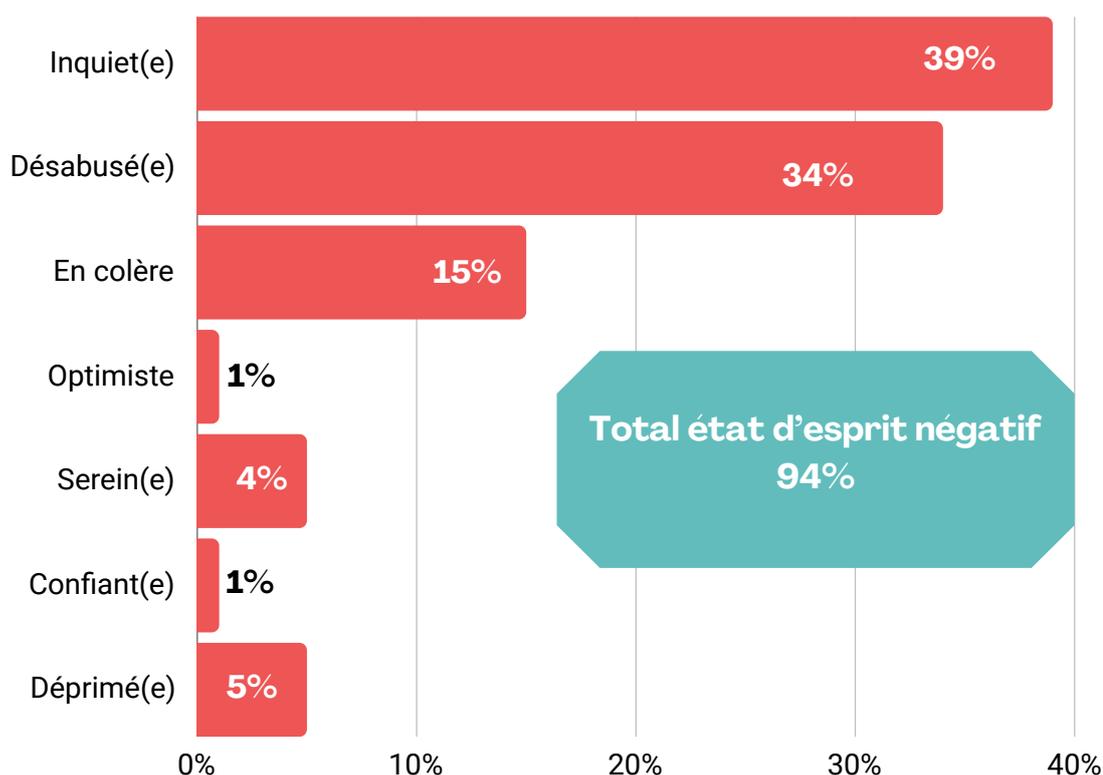
Alexandra Richert : 06.08.77.86.22 - Ambre Fourneau : 06.44.39.89.25

Fort de son réseau d'artisans, commerçants, professionnels indépendants et dirigeants de TPE, le SDI interroge régulièrement ses adhérents aux fins de recueillir leur avis en qualité de chefs d'entreprise et, parfois, de citoyens.

Compte tenu des remontées d'informations du terrain, le SDI a initié une enquête sur la perception de la situation politique et institutionnelle actuelle par les professionnels indépendants.

Un regard objectif bien qu'acérbe qui pèse sur leur état d'esprit et leurs activités.

Au regard de la situation politique française actuelle, quel est votre état d'esprit en qualité de chef d'entreprise ?



Quelques commentaires de la part des répondants

Lutte de partis au détriment de l'intérêt général.

Un gros ras le bol général.

Marre d'être dirigé par des gens qui ne connaissent pas l'entreprise, surtout les TPE et PME.

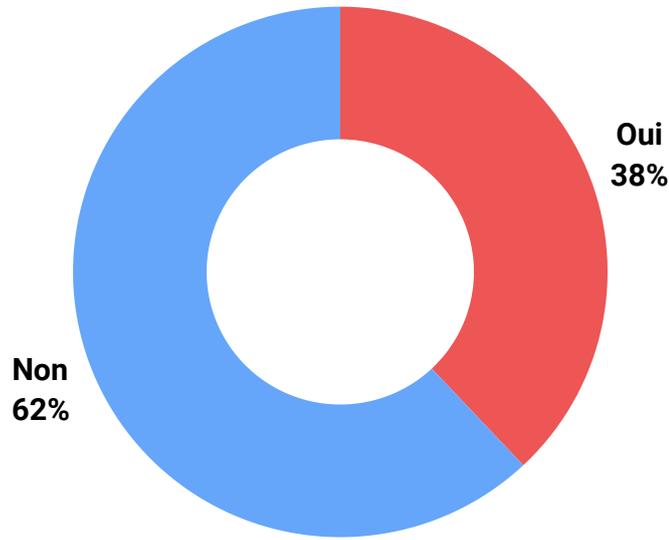
Déçu du comportement de tous les politiciens qui ne se soucient pas de nous mais de leur place.

Jeu politique inadmissible.

Quel(s) aspect(s) du programme économique d'un prochain gouvernement vous semble le plus néfaste à votre activité (plusieurs réponses possibles) ?

| | Oui | Non | Ce n'est pas un sujet |
|--------------------------------------------|------------|------------|-----------------------|
| Un SMIC à 1600€ nets/mois | 79% | 13% | 8% |
| Un blocage des prix | 41% | 39% | 20% |
| Une hausse des prélèvements obligatoires | 89% | 10% | 1% |
| L'indexation des salaires sur l'inflation | 45% | 43% | 2% |
| Une politique de rigueur budgétaire | 57% | 33% | 10% |
| La suppression de la réforme des retraites | 37% | 45% | 18% |

Estimez-vous l'absence de gouvernement comme générant des difficultés dans la conduite de vos activités ?



Quelques commentaires de la part des répondants "OUI"

Anxiété générale: consommateurs, professionnels...

Situation anxiogène chez nos clients limitant leurs achats.

Aucun programme économique et vision à moyen terme.

Les français ont besoin d'être rassurés sur le plan politique, économique et social.

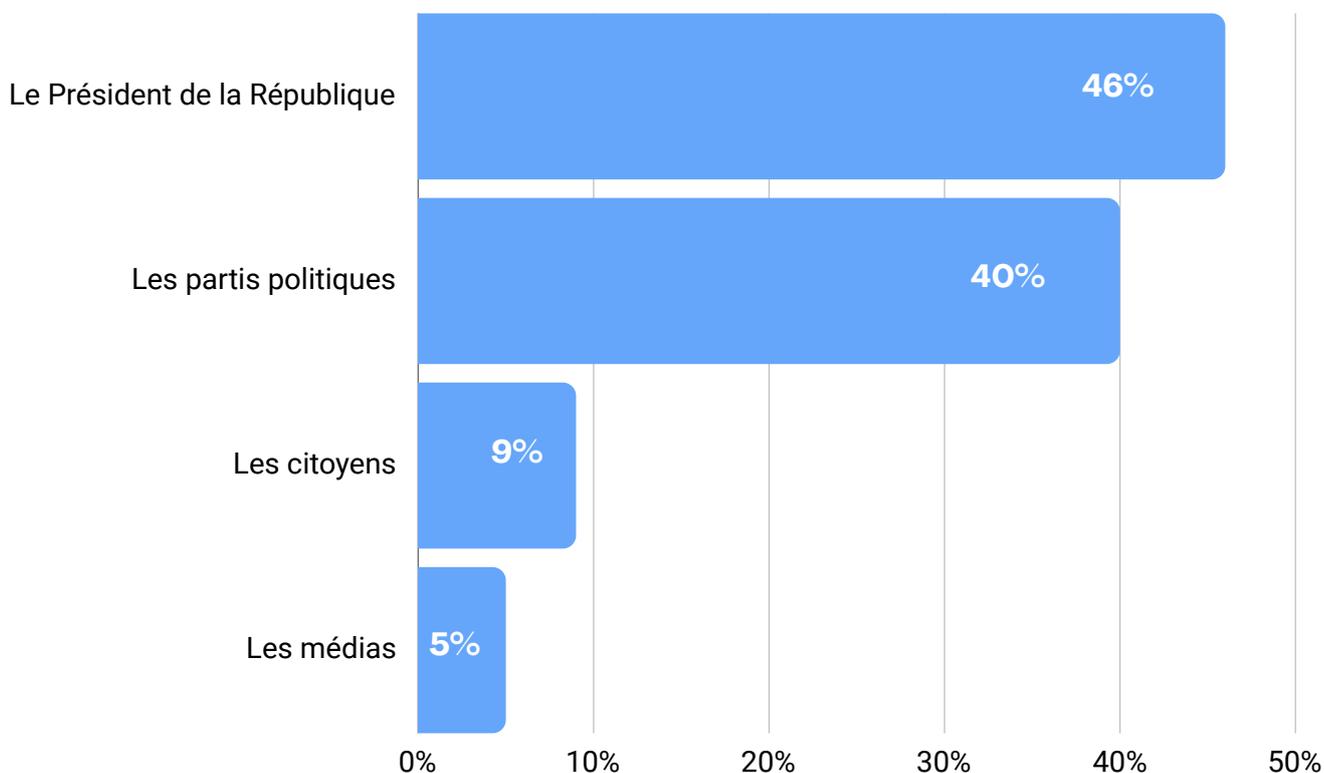
Attentisme des consommateurs est le plus préoccupant, ils sont inquiets et sont en attente sans consommer.

Aucune visibilité l'avenir me fait peur.

Clients B2B retardent des projets d'achat, pas de visibilité sur l'avenir qui bloque fournisseurs clients partenaires etc.

Attentisme des banques.

Selon vous, qui est à titre principal responsable de la situation actuelle ?



Quelques commentaires de la part des répondants

Je pense un peu tout le monde. Juste après les partis, les médias, le Président et nous !

Tout le monde porte malgré tout une part de responsabilité.

La question de la responsabilité n'est pas pertinente. Chacun a une part de responsabilité.

Culture du compromis absente en France.

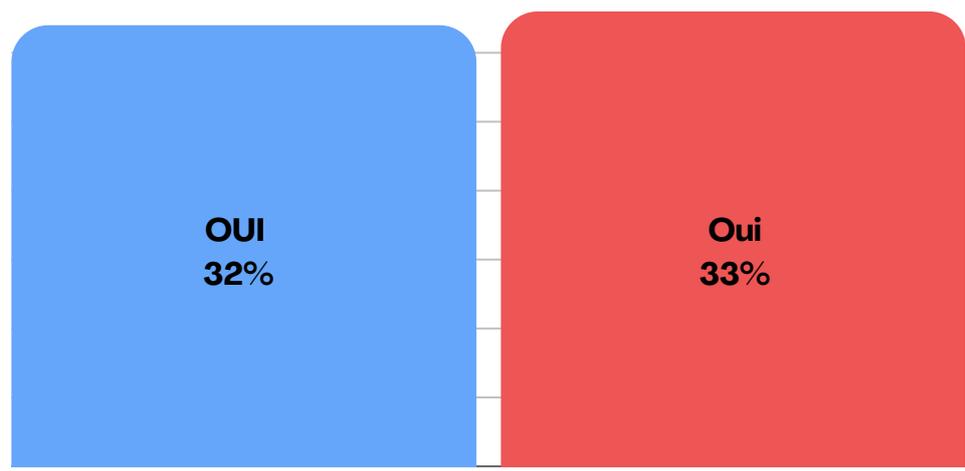
Manque de courage. Loin de la réalité. Inconscient. Dangereux.

En entreprise, on doit s'entendre avec tout le monde, pourquoi pas en politique prendre les bonnes idées des uns et des autres et dialoguer pour avancer et non détruire à chaque fois ce que l'autre a fait ?

Je pense que la situation est explosive depuis un long moment, et que nous sommes tous responsables à notre niveau (une ancienne élue locale).

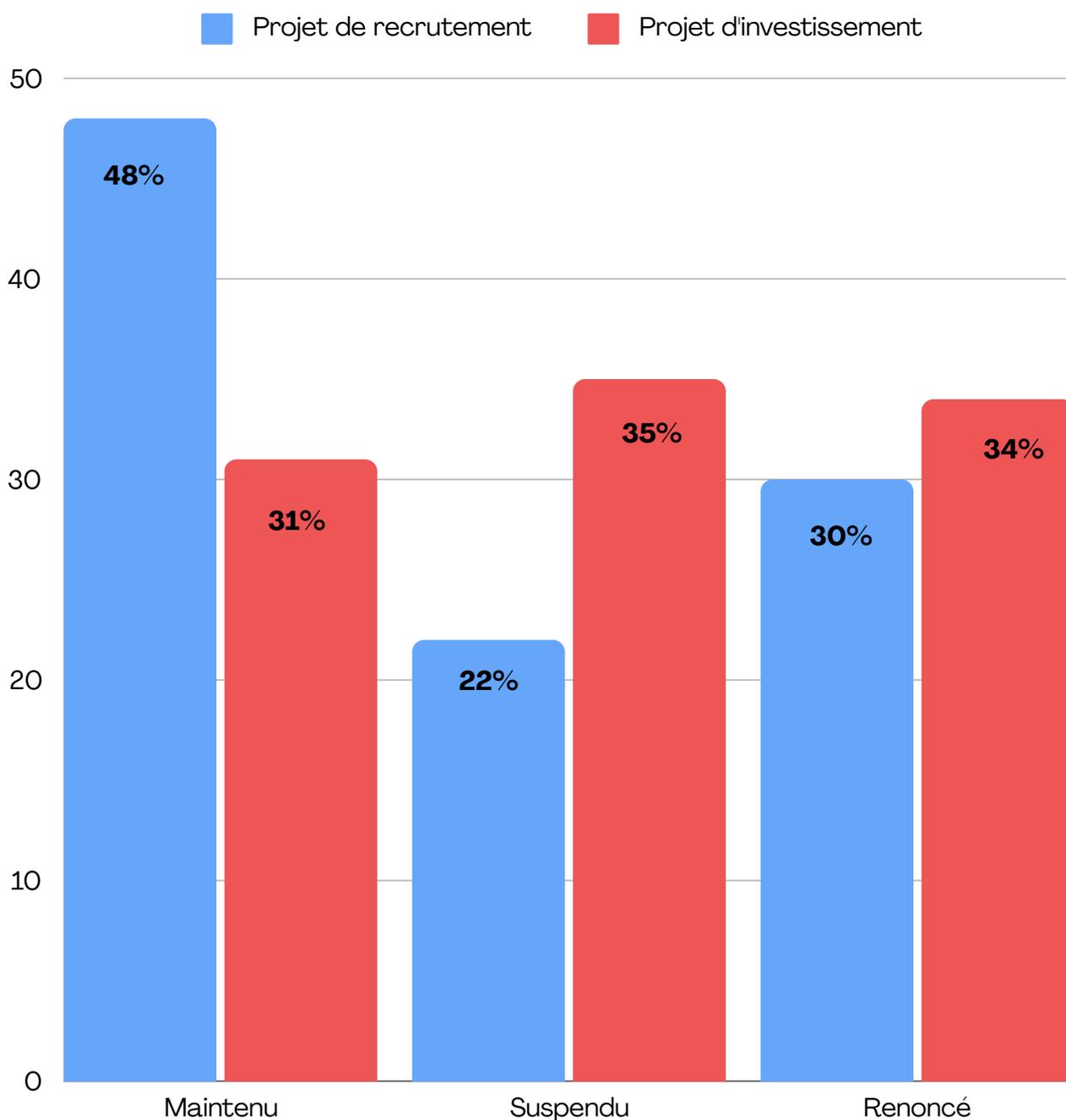
Avant d'avoir connaissance de la dissolution de l'Assemblée nationale, aviez-vous l'intention de procéder à :

■ Un recrutement ■ Un investissement



1/3 des TPE, soit près de 700.000 TPE, avaient prévu un investissement ou au moins un recrutement avant la dissolution de l'Assemblée nationale.

Avez-vous maintenu votre projet au regard de la situation politique actuelle ?



364.000 (52%) projets de recrutement des TPE suspendus ou annulés.

483.000 (69%) projets d'investissement des TPE suspendus ou annulés.

10 Les principaux enseignements : un grand ras-le-bol général

Un état d'esprit négatif pour 94% des artisans, commerçants et dirigeants de TPE

10 Blocage institutionnel et économique

Pas de direction sans gouvernement

Investissements et recrutements en fort repli

10 Un choix qui semble circonscrit à la moins pire des solutions

Les principaux points du programme du NFP largement rejetés

La crainte d'une politique de rigueur budgétaire

11 Tous responsables ?

Le Président de la République loin de porter à lui seul la responsabilité de la situation

Les principaux enseignements : “un gros ras-le-bol général”

Un état d'esprit négatif pour 94% des artisans, commerçants et dirigeants de TPE

Alors que nous avons assisté à une légère remontée d'optimisme à la fin du second trimestre 2024, les conséquences politiques et institutionnelles des résultats des législatives anticipées sont venus précipiter l'immense majorité des professionnels indépendants dans un abîme de perplexité, d'attentisme et d'inquiétude.

Blocage institutionnel et économique

Pas de direction sans gouvernement

L'absence de gouvernement n'est pas un obstacle en soi pour la conduite des affaires au quotidien, ainsi que le mentionnent 62% des personnes interrogées.

De fait, les services publics continuent à fonctionner normalement, l'URSSAF poursuit ses prélèvements et les taxes foncières sont en cours de réception à la date prévue.

Globalement, la vie suit son cours.

Toutefois, nul ne sait à ce jour quelle politique, en l'occurrence économique, sera menée à terme. Professionnels et particuliers semblent naviguer à vue dans un climat perçu comme anxiogène, ce qui freine consommation et investissements.

Investissements et recrutements en fort repli

Alors qu'1 TPE 3 avait un projet d'investissement ou de recrutement en amont de la dissolution de l'Assemblée nationale :

- 69% des projets d'investissement sont suspendus ou annulés.
- 52% des projets de recrutement sont suspendus ou annulés.

Un choix qui semble circonscrit à la moins pire des solutions

Les principaux points du programme du NFP largement rejetés

- Le SMIC à 1600€ nets/mois est rejeté par 79% des personnes interrogées.
 - De fait, les TPE concentrent près du 1/3 des salariés rémunérés au SMIC, parfois plus dans certains secteurs (hôtellerie-restauration, services à la personne).
- La hausse des prélèvements obligatoires est rejetée par 89% des répondants.
 - L'augmentation des taxes/impôts/charges reste par principe urticant pour les professionnels indépendants. L'affirmation selon laquelle seuls les “riches” seraient concernés ne convainc pas, y compris parmi une population dont 48% gagne moins d'un SMIC mensuel pour 200H de travail/mois selon notre enquête de juillet 2024.
- L'indexation des salaires sur l'inflation, rejetée par seulement 45% des répondants, présente semble-t-il moins de risques à leurs yeux.
 - Cette indexation est concrètement ce qui est vécu par les chefs d'entreprise depuis 2021 et ses multiples hausses du SMIC liées à l'inflation.

La crainte d'une politique de rigueur budgétaire

Les tenants de l'orthodoxie budgétaire n'attirent guère plus les indépendants et dirigeants de TPE qui estiment à 57% une telle politique néfaste à leur activité.

Il s'agit en tout état de cause de la politique qui est déclarée être menée depuis deux ans accompagnée du constat d'un niveau de défaillances d'entreprises rarement atteint sur les 33 dernières années.

Tous responsables ?

Le Président de la République loin de porter à lui seul la responsabilité de la situation

La dissolution anticipée de l'Assemblée nationale n'avait recueillie que 34% d'opinion favorable, selon notre enquête dédiée de juillet dernier.

Ainsi, si un "principal" responsable de la situation politique actuelle devait être désigné, 46% des participants désigneraient le Président de la République.

Pour autant, la responsabilité des partis politiques est engagée à titre principal pour 40% d'entre eux.

En définitive, lorsqu'ils prennent la parole, les répondants estiment que les responsabilités doivent aussi être partagées avec les citoyens et les médias.

La crise, sinon institutionnelle du moins politique, que nous vivons est ainsi considérée comme une défaite collective.

Il n'en reste pas moins que les citoyens ne disposent plus à ce stade de la capacité de se prononcer par un vote.

Il revient en conséquence aux personnes élues le 7 juillet de se hisser à la hauteur des enjeux, de cesser la "lutte des partis au détriment de l'intérêt général" dans un "jeu politique inadmissible" selon les paroles de nombreux répondants.



Syndicat des Indépendants et des TPE

CONTACT

sdi.lyon@sdi-pme.fr

04.78.34.65.97